



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

**VICE PRESIDENCE EN CHARGE DE LA SANTE, DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION
SOCIALE ET DE LA PROMOTION DU GENRE**

**PLAN DE MISE EN ŒUVRE & DE SUIVI EVALUATION DE LA
POLITIQUE NATIONALE DE NUTRITION ET D'ALIMENTATION**

Février 2014

Sommaire

<i>Acronymes et sigles</i>	5
<i>Remerciements</i>	6
<i>Préface</i> :.....	7
Introduction :	8
Contexte et justification :.....	9
Objectifs :.....	9
Axes stratégiques :.....	9
Axe stratégique 1 : Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages	9
Objectifs opérationnels d'ici 2019 :.....	9
Interventions prioritaires :	9
Tableau de mise en œuvre de l'axe Stratégique 1: Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages.....	10
Axe Stratégique 2 : Développement de la prise en charge de la malnutrition	12
Objectifs opérationnels d'ici 2019 :.....	12
Intervention prioritaires :	13
Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 2: Développement de la prise en charge de la malnutrition.....	14
Axe stratégique 3 : Développement de la nutrition en milieu pré- scolaire et scolaire	15
Objectifs opérationnels d'ici 2019 :.....	15

Interventions prioritaires :.....	15
Tableau de mise en œuvre de l’axe stratégique 3 : Développement de la nutrition en milieu préscolaire et scolaire.....	16
Axe stratégique 4 : Préparation a l’urgence et réponses nutritionnelles aux situations d’urgence	17
Objectifs opérationnels d’ici 2019 :.....	18
Interventions prioritaires:.....	18
Tableau de mise en œuvre de l’axe stratégique 4 : Préparation à l’urgence et réponses nutritionnelles aux situations d’urgence	19
Axe stratégique 5 : Information Education Communication / Changement de Comportement / Mobilisation sociale.....	21
Objectifs Opérationnels d’ici 2019 :.....	21
Interventions prioritaires:.....	21
Tableau de mise en œuvre de l’axe stratégique 5: Information, Education, Communication, Changement de Comportement et Mobilisation sociale	22
Axe Stratégique 6 : Développement du contrôle de la qualité des aliments.....	23
Objectifs opérationnels d’ici 2019 :.....	23
Interventions prioritaires:.....	23
Tableau de mise en œuvre de l’axe stratégique 6 : Développement du contrôle de la qualité des aliments	24
Tableau de mise en œuvre de l’axe stratégique 6 : Développement du contrôle de la qualité des aliments (suite)	25
Axe stratégique 7: Amélioration des systèmes de collecte, d’analyse, de diffusion des données sur la nutrition	26
Objectifs opérationnels d’ici 2019 :.....	26
Interventions prioritaires:.....	27

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 7: Amélioration des systèmes de collecte, d'analyse, de diffusion des données sur la nutrition	27
Axe stratégique 8 : Développement des études et de la recherche en matière de nutrition et alimentation	28
Objectif opérationnel d'ici 2019:	29
Interventions prioritaires :.....	29
Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 8 : Développement des études et de la recherche en matière de nutrition et alimentation	30
Axe stratégique 9: Renforcement du partenariat avec les collectivités locales, les ONG, les associations, les agences d'exécution, le secteur privé dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition.....	30
Objectif opérationnel d'ici 2019 :.....	31
Interventions prioritaires :.....	31
Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 9 : renforcement du partenariat avec les collectivités locales, les ONG, les associations, les agences d'exécution, le secteur privé dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition.....	31
Cadre de suivi-évaluation (suivi des indicateurs).....	32
Conclusion et Recommandations.....	38

Acronymes et sigles

Remerciements

Préface

Introduction :

Contexte et justification :

Objectifs :

Le présent plan de mise en œuvre se fixe comme objectifs principaux :

1. Planifier et budgétiser les interventions prioritaires à mettre en œuvre entre 2014 à 2019 ;
2. Traduire les interventions en actions à tous les niveaux liés à la PNNA ;
3. Mettre en place un cadre de suivi et évaluation des actions retenues et mises en place.

Axes stratégiques :

Ce plan de mise en œuvre se traduit en neuf axes stratégiques dont chacun se décline en interventions prioritaires. Par la suite chaque intervention prioritaire contient des activités identifiées et budgétisées dans les tableaux synoptiques ci-après.

Axe stratégique 1 : Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages

La sous-alimentation est une conséquence des problèmes liés à la pauvreté et au développement. Parmi les obstacles à une bonne nutrition et une alimentation adéquate aux Comores, on peut noter entre autres le manque de revenu dans le ménage.

Objectifs opérationnels d'ici 2019 :

1. Augmenter de 6% à 10% la productivité et la production agricole en milieu rural et périurbain, d'ici 2019
2. Améliorer l'accessibilité des produits alimentaires de première nécessité au niveau des ménages

Interventions prioritaires :

1. Renforcement des capacités techniques culturelles pour rehausser la productivité ;
2. Renforcement des capacités techniques en conservation des récoltes des aliments
3. **Promotion de la nutrition et l'alimentation au niveau national et communautaire**
4. Mise en place d'un cadre institutionnel pour la réglementation de prix des produits alimentaires
5. Encouragement de la consommation des produits locaux par la population vers une alimentation nutritive de qualité sur la base des produits locaux,

Tableau de mise en œuvre de l'axe Stratégique 1: Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Renforcement des techniques culturales pour rehausser la productivité ;	Encadrer les organisations professionnelles agricoles et les petits agriculteurs vers une professionnalisation des filières agricoles	X	X	X	X	X	X	DNSAE et Commissariats des îles	
	Organiser des séances de sensibilisation et de formation des paysans sur l'utilisation des techniques d'irrigations maraichères	X	X	X	X	X	X	DNSAE, Commissariats des îles et les Partenaires	
	Faciliter l'octroi des crédits aux paysans auprès des mutuelles d'épargne et de crédit	X	X	X	X	X	X	DNSAE, Commissariats des îles, institutions financières, ONG et les Partenaires	
	Rendre disponible auprès des petits producteurs agricoles en équipement et intrants (Semences vivrières, maraichères, produits pharmaceutiques, équipements agricoles, etc.)	X	X	X	X	X	X	DNSAE, Commissariats des îles, Partenaires et SNAC, FNAC, FNACFA...	
	Former les agriculteurs sur les techniques de la protection phytosanitaire et de la lutte contre les nuisibles des cultures		X	X	X	X	X	DNSAE, DLMNT et INRAPE	
Renforcement des capacités techniques en conservation des récoltes des aliments	Vulgariser les techniques de conservation et de transformation des aliments chez les producteurs (femmes et jeunes) en milieu rural.		X		X		X	DNSAE et INRAPE	
	Appuyer les producteurs à la création des petites et moyennes unités de transformation des produits agricoles	X	X	X	X	X	X	DNSAE, UCCIA, AMIE, Ministère de l'Emploi, Travail, Formation professionnelle et Entreprenariat féminin	

Axe Stratégique 1: Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages (suite)

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Promotion de la nutrition et l'alimentation au niveau national et communautaire	Former les élus, associations et groupements de femmes au niveau national sur les notions de nutrition et d'alimentation		X	X	X	X	X	DNSAE, Direction de la Santé et ONG	
	Intégrer des programmes d'enseignement en nutrition et alimentation au niveau des établissements scolaires, secondaires et universitaires		X	X				DNSAE, Direction de la Santé, Ministère de l'Education Nationale et ONG	
	Faire un plaidoyer auprès des partenaires pour l'octroi des bourses de formation initiale en Science alimentaire		X	X	X	X	X	Ministère de la Production, Ministère de la Santé et Ministère de l'Education	
	Concevoir, élaborer et diffuser du matériel éducatif sur les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles		X	X				DNSAE, DLMNT, DRH, Directions des enseignements primaires, secondaires et universitaires	
Mise en place d'un cadre institutionnel pour la réglementation de prix des produits alimentaires	Réviser le code du commerce de 1984		X					Direction Générale du Commerce Extérieur (DGCE), Commissariats des Iles en charge du Commerce intérieur	5 868 000
	Elaborer une politique de prix des produits alimentaires		X	X				DGCE, Commissariats des Iles en charge du Commerce intérieur	5 868 000
	Faire adopter la loi de la concurrence sur le marché	X						DGCE, Commissariats des Iles en charge du Commerce intérieur	-
	Former et recruter du personnel qualifié dans les services de fixation, de contrôle et de répression des fraudes sur les prix		X	X				DGCE, Commissariats des Iles en charge du Commerce intérieur	
	Doter les services de fixation, de contrôle et de répression des fraudes sur les prix en fournitures et matériels informatiques et équipements (Véhicules de supervision)		X	X	X	X	X	DGCE, Commissariats des Iles en charge du Commerce intérieur	38 250 000

Axe Stratégique 1: Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages (suite)

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Encouragement de la consommation des produits locaux par la population vers une alimentation nutritive de qualité sur la base des produits locaux,	Sensibiliser la population sur la consommation des produits locaux de certaines valeurs nutritives	X	X	X	X	X	X	DNSAE, Ministère de la Santé, ONG, Associations et Partenaires	2 650 000
	Réaliser des enquêtes et des études de consommation alimentaire		X				X	DNSAE, CNCA, CNESS, Institut National des Statistiques (INS), DIS, DPER, DLMNT, ONG, Associations et Partenaires	10 950 000
	Mettre place un package des techniques culinaires diététiques des aliments		X					DNSAE et ONG	4 100 000
	Mettre place un système d'éducation et d'information nutritionnelle		X	X				DNSAE, Direction de la promotion de la santé (DPS), Ministère de l'éducation nationale et ONG	
Sous Total _ Sécurité Alimentaire									67 686 000

Axe Stratégique 2 : Développement de la prise en charge de la malnutrition

Le processus d'élaboration et d'adoption d'une stratégie de survie de l'enfant et celle de l'alimentation du nouveau-né et du jeune enfant offrent l'opportunité de développer une composante de nutrition accès sur cette tranche d'âge suivant une approche communautaire.

Objectifs opérationnels d'ici 2019 :

1. Dépister au moins 80% des enfants de 0- 5ans de la malnutrition
2. Traiter au moins 70% des enfants de 0- 5ans dépistés malnutris
3. Réduire de 50% la prévalence de la malnutrition chronique chez les femmes en âge de procréer

4. Elaborer un guide de protocole de prise en charge de la malnutrition
5. Former au moins un prestataire par structure sanitaire et deux ASC par village

Intervention prioritaires :

1. Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aiguë à base communautaire (CMAM) et dans les structures sanitaires,
2. Développement d'un cursus de formation et perfectionnement en matière de nutrition à l'Ecole de Médecine et de Santé Publique ;
3. Appui à la production, la conservation et la commercialisation d'aliments locaux riches en micronutriments.

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 2: Développement de la prise en charge de la malnutrition

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aiguë à base communautaire (CMAM) et dans les structures sanitaires	Elaborer et produire les protocoles de la prise en charge de la malnutrition au niveau communautaire et des services de santé	X	X					MSSCSPG	PM
	Former les agents de santé(ASC et prestataires de service public)		X	X				MSSCSPG	35250000
	Doter les structures communautaires et publiques en outils de suivi de la croissance et de dépistage et intrants nutritionnels		X	X	X	X	X	MSSCSPG	36250000
	Organiser des supervisions régulières	X	X	X	X	X	X	MSSCSPG	18360000
Développement d'un cursus de formation et perfectionnement en matière de nutrition à l'Ecole de Médecine et de Santé Publique	Elaborer et multiplier les modules de formation des paramédicaux	X	X					MSSCSPG	1500000
	Former les enseignants		X					MSSCSPG	1186000
Appui à la production, la conservation et la commercialisation d'aliments locaux riches en micronutriments								MPEEIA	
TOTAL									

Axe stratégique 3 : Développement de la nutrition en milieu pré- scolaire et scolaire

Une situation nutritionnelle et sanitaire précaire compromet le développement cognitif des enfants et leur chance d'avoir une bonne éducation. Un programme de nutrition scolaire approprié et appliqué, contribue à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et les performances scolaires ainsi que le développement du capital humain.

Objectifs opérationnels d'ici 2019 :

1. Mettre en place un cadre institutionnel réglementaire sur l'alimentation et nutrition en milieu scolaire
2. Intégrer des modules de formation sur l'alimentation et la nutrition dans le cursus de professeurs d'écoles à l'IFERE
3. Mettre en place des cantines scolaires dans au moins dix établissements

Interventions prioritaires :

1. Amélioration de la qualité de l'alimentation en milieu scolaire
2. Ouverture des cantines en milieu scolaire (écoles d'enseignement de base, collèges et lycées)
3. Intégration de l'enseignement de la composante nutrition dans les programmes du préscolaire et primaire
4. Renforcement l'enseignement de l'éducation nutritionnelle dans les programmes scolaires,
5. Généralisation des infrastructures d'eau potable, de l'assainissement et de dispensaire de soins infirmiers en milieu scolaire,

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 3 : Développement de la nutrition en milieu préscolaire et scolaire

Interventions prioritaires	Activités	Périodes						Responsables	Coûts(KMF)
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Amélioration de la qualité de l'alimentation en milieu scolaire	Elaborer un arrêté Ministériel sur le contrôle de qualité dans les écoles et aux environs	X						MSSCSPG	0
	Organiser des séances d'information et d'éducation auprès des CE et CA en faveur de la promotion de nutrition	X	X	X	X	X	X	MEN/MSSCSPG	6 250 000
	Organiser des séances d'animation sur la nutrition et l'alimentation avec les organisations communautaires dans les communes	X	X	X	X	X	X	MEN/MSSCPG	30 000 000
	Organiser des supervisions périodiques dans les écoles	X	X	X	X	X	X	MEN/MSSCPG	15 000 000
Renforcement de l'enseignement de l'éducation nutritionnelle dans les programmes scolaires	Mener une enquête sur l'état nutritionnel et alimentaire des élèves		X					MSSCPG	3 000 000
	Tenir un atelier national de validation des résultats de l'enquête		X					MEN/MSSCPG	322 500
	Vulgariser les recommandations issues de l'enquête		X					MEN/MSSCPG	836 000
	Elaborer et Introduire des modules d'enseignement de santé nutritionnelle dans le cursus de l'IFERE (formateurs)		X	X				MEN/MSSCPG	1 186 000
Intégration de l'enseignement de la composante nutrition dans les programmes du préscolaire et primaire	Elaborer un module d'enseignement de nutrition dans le curricula de l'enseignement préscolaire et primaire		X	X				MEN/MSSCPG	11 186 000
	Former des enseignants du primaire et collèges en matière d'éducation nutritionnelle			X			X	MEN/MSSCPG	48 000 000

Axe stratégique 3 : Développement de la nutrition en milieu préscolaire et scolaire (suite)

Interventions prioritaires	Activités	Périodes						Responsables	Coûts(KMF)
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Ouverture des cantines en milieu scolaire (écoles d'enseignement de base, collèges et lycées)	Réaliser une étude de faisabilité technique et financière d'un modèle de cantine scolaire		X					MEN	750 000
	Introduire les cantines scolaires définies par l'étude dans dix établissements pilotes		X	X	X	X	X	MEN	
Généralisation des infrastructures d'eau potable et de l'assainissement en milieu scolaires	Réaliser un état de lieu sur les points d'eau et les assainissements dans le sous secteur pré élémentaire et l'élémentaire	X	X					MEN	
	Etendre les points d'eau/Assainissements dans les établissements scolaires	X	X	X	X	X	X	MEN	
	Procéder au traitement de l'eau dans les établissements pourvus de point d'eau et de latrines	X	X	X	X	X	X	MSSCSPG/ MPEEIA	
	Raccorder les établissements scolaires au réseau de distribution publique	X	X	X	X	X	X	MEN/MPEEIA	
TOTAL									116 530 500

Axe stratégique 4 : Préparation à l'urgence et réponses nutritionnelles aux situations d'urgence

Les îles de l'Union des Comores ont connu de nombreuses éruptions volcaniques qui par la coulée des laves ravagent tout au long de leur passage et effacent de la carte de nombreuses localités. Ces derniers temps avec les changements climatiques, on enregistre sans cesse des secousses sismiques, de fortes tempêtes et des inondations qui occasionnent parfois des déplacements de population des localités et de dégâts matériels importants. Le Gouvernement dispose d'un dispositif et d'une stratégie de gestion des risques et des catastrophes à travers le COSEP, mais la coordination entre les intervenants concernés ne se fait pas de manière aisée.

Il s'avère en effet impératif de se préparer pour éviter une détérioration du statut nutritionnel de la population touchée par les inondations et les autres catastrophes naturelles, en répondant aux besoins alimentaires immédiats des ménages vulnérables et en renforçant la prise en charge précoce de la malnutrition aiguë .

Objectifs opérationnels d'ici 2019 :

1. Atténuer les effets des crises alimentaires et des situations d'urgence
2. Renforcer les capacités en matière d'évaluation rapide de la situation nutritionnelle suite aux catastrophes et situations d'urgence

Interventions prioritaires:

1. Renforcement du Système de surveillance nutritionnelle
2. Réalisation d'une enquête SMART au niveau de districts
3. Promotion de l'allaitement maternel et de l'alimentation du jeune enfant
4. Prise en charge de la malnutrition aigüe à tous les niveaux
5. Suivi et Evaluation

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 4 : Préparation à l'urgence et réponses nutritionnelles aux situations d'urgence

Interventions prioritaires	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Renforcement du Système de surveillance nutritionnelle	Sélectionner les ménages à surveiller								
	Former les acteurs sur la surveillance								
	Reproduire les outils de collecte								
	Assurer la surveillance mensuelle								
	Disséminer les résultats aux différents acteurs et décideurs								
Réalisation d'une enquête SMART au niveau de districts	Recruter un consultant pour mener l'enquête								
	Former des enquêteurs								
	Développer et reproduire les outils de collecte								
	Mener l'enquête SMART								
	Disséminer les résultats de l'enquête.								

Tableau e mise en œuvre de l'axe stratégique 4 : Préparation à l'urgence et réponses nutritionnelles aux situations d'urgence (suite)

Interventions prioritaires	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Promotion de l'allaitement maternel et de l'alimentation du jeune enfant	Développer la stratégie intégrée du jeune enfant								
	Elaborer les termes de références de la stratégie								
	Elaborer la stratégie intégrée de l'alimentation du jeune enfant								
	Développer les outils de mise en œuvre								
	Reproduire les outils								
	Former le personnel de santé et les agents communautaires								
Prise en charge de la malnutrition aigüe à tous les niveaux	Développer les modules de formation								
	Reproduire les modules								
	Former les acteurs								
	Approvisionner les intrants nutritionnels et outils anthropométriques								
	Equiper les sites de prise en charge en matériels								
Suivi et Evaluation	Assurer la supervision des sites								
	Faire le suivi des indicateurs								
	Evaluer les actions menées								
	Recruter un consultant national pour la mise en œuvre								
TOTAL									435,490\$US Soit 152 421 500 FC ¹

¹ Budget estimé du projet « Lutte contre la malnutrition chez les enfants moins 5ans » figurant dans le Plan de Relèvement précoce du cluster santé – inondation du 26 avril 2012

Axe stratégique 5 : Information Education Communication / Changement de Comportement / Mobilisation sociale

L'amélioration de l'accès à la nourriture et aux soins de santé n'est pas suffisante pour aboutir à une amélioration palpable du statut nutritionnel des populations. Elle doit d'être accompagnée par une stratégie d'IEC techniquement correcte, ciblée et coordonnée. Ainsi la mise en place d'interventions en matière d'IEC doit assurer l'implication et l'engagement des populations, ainsi que leur appropriation et favoriser les changements de comportement nécessaires..

En matière d'IEC, les intervenants doivent travailler étroitement avec les associations et organisations de la société civile et les réseaux qui exercent un leadership social. Des méthodes novatrices de communication (utilisation des supports multimédia) seront à cet effet expérimentées. Une attention particulière sera portée aux besoins des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Objectifs Opérationnels d'ici 2019 :

1. Mettre en place une stratégie de communication en nutrition et alimentation
2. Impliquer les média de masse sur la promotion d'une nutrition et alimentation saine
3. Renforcer les capacités des acteurs communautaires sur les techniques de communication en matière de nutrition et alimentation saine
4. Produire et vulgariser les supports de communication en matière de nutrition et alimentation saine

Interventions prioritaires:

1. Mobilisation Sociale et Plaidoyer
2. Mise en place d'un système intégré d'information, d'éducation et de communication en matière de nutrition et d'alimentation
3. Renforcement des capacités des mères et des agents de santé communautaire sur l'éducation nutritionnelle.
4. Développement d'un mécanisme de mobilisation sociale et de plaidoyer en faveur des interventions alimentaires et nutritionnelles

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 5: Information, Education, Communication, Changement de Comportement et Mobilisation sociale

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Mise en place d'un système intégré d'information, d'éducation et de communication en matière de nutrition et d'alimentation	Elaborer et valider la stratégie de communication en nutrition et alimentation		X					MSSCPG/ MICTRP	1 225 700
	Produire 60 émissions/Spot par an au niveau des radio/Télé communautaires		X	X	X	X	X	MSSCPG/ MICTRP	15 000 000
	Développer un partenariat avec le réseau des média communautaires en faveur de la nutrition et de l'alimentation	X	X	X				MSSCPG/ MICTRP	3 250 000
	Doter ces médias des outils de communication (CD, DVD, Smartphones.)		X	X	X	X	X	MSSCPG/ MICTRP	12 500 000
	Elaborer des fiches d'évaluation et de supervision des émissions émises		X		X			MSSCPG	235 000
Renforcement des capacités des mères et des agents de santé communautaire sur l'éducation nutritionnelle.	Former les agents de santé communautaire en matière de nutrition et alimentation		X	X				MSSCPG/ MICTRP	15 000 000
	Former les associations villageoises sur la nutrition et l'alimentation (bonnes pratiques culinaires)		X	X	X	X	X	MSSCPG/ MICTRP	7 500 000
	Organiser des campagnes de proximité sur l'importance et les avantages de l'allaitement maternel exclusif de 0 à 6 mois		X	X	X	X	X	MSSCPG/ MICTRP	6 375 000
	Editer et diffuser des supports de communication (affiches, boîtes à images, calendrier ...) portant les aliments locaux riches en micronutriments		X		X		X	MSSCPG/ MICTRP	32 525 000
Développement d'un mécanisme de mobilisation sociale et de plaidoyer en faveur des interventions alimentaires et nutritionnelles	Création d'un fond en faveur de la nutrition et de l'alimentation		X					MSSCSPG/ MPEEIA	0
	Organiser des réunions de travail avec les partenaires et les ONG en faveur de la nutrition et l'alimentation	X	X	X	X	X	X	MSSCSPG/ MPEEIA	5 450 225
TOTAL									99 060 925

Axe Stratégique 6 : Développement du contrôle de la qualité des aliments

La consommation des denrées alimentaires saines est essentielle pour la santé des populations. Un système de contrôle de la qualité de la production/importation à la consommation est nécessaire pour protéger les consommateurs. Il est donc nécessaire qu'une importance particulière soit accordée à la qualité et à la sécurité des aliments.

Les opérateurs économiques mettent sur le marché un grand éventail des produits alimentaires et nutritionnels, ainsi que des services relatifs à la nutrition et à l'alimentation. Des législations concernant la production et la vente du sel iodé sont déjà appliquées d'une façon plutôt satisfaisante. Il y a des lacunes au niveau de la réglementation sur les normes, la qualité et l'innocuité des aliments cuits mis en vente surtout les aliments vendus sur les voies publiques et dans les restaurations collectives.

La promulgation des normes et législations est nécessaire afin d'assurer la qualité de ces produit et de protéger la santé de la population.

Objectifs opérationnels d'ici 2019 :

1. Assurer de façon permanente l'innocuité des aliments consommés aux Comores.
2. Améliorer les contrôles et la vérification des produits alimentaires importés

Interventions prioritaires :

1. Actualisation des textes législatifs et réglementaires pour le contrôle de la qualité des aliments
2. Renforcement des capacités de l'Institut National de la Recherche Agricole, de la Pêche et de l'Elevage
3. Promotion de la sécurité sanitaire des aliments et de la protection des consommateurs
4. Renforcement des capacités techniques du Codex Alimentarius
5. Renforcement de la collaboration avec les partenaires au niveau national, régional et international sur le contrôle qualité des aliments

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 6 : Développement du contrôle de la qualité des aliments

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Actualisation des textes législatifs et réglementaires pour le contrôle de la qualité des aliments	Elaborer des textes d'application de la loi alimentaire	X	X					DNSAE, DLMNT, INRAPE, CNCA, CNESS, IGS, DNI, DNP et Commissariats des îles	2 558 000
	Elaborer la loi et les textes d'application sur la sécurité sanitaire des aliments	X	X	X				DNSAE, DLMNT, INRAPE, CNCA, CNESS, IGS, DNI, DNP et Commissariats des îles	2 558 000
	Elaborer la politique nationale de sécurité sanitaire des aliments	X	X	X				DNSAE, DLMNT, INRAPE, CNCA, CNESS, IGS, DNI, DNP et Commissariats des îles	7 000 000
Renforcement des capacités de l'Institut National de la Recherche Agricole, de la Pêche et de l'Elevage	Elaborer les protocoles et normes standards des Laboratoires nationaux d'analyse et contrôle de la qualité des aliments (Physicochimique, Microbiologique et Organoleptique, etc.)	X	X	X	X	X	X	DNSAE, DLMNT, INRAPE, CNCA, CNESS, IGS, DNI, DNP et Commissariats des îles	872 000
	Doter les Laboratoires nationaux d'analyse et contrôle de la qualité des aliments en équipement, produits et consommables (Appareils, réactifs, fournitures de laboratoires, etc.)	X	X	X	X	X	X	Etat, INRAPE, DESPP, UCCIA, Associations, ONG et Partenaires	
	Recruter et affecter du personnel qualifié aux laboratoires nationaux des aliments	X	X					Etat, INRAPE, DESPP et Partenaires	-
	Former le personnel en charge des inspections en matière de sécurité des aliments		X	X				Secrétariat Général des Ministères en charge de la production et de la santé, INRAPE et Commissariats des îles	4 236 250
	Doter les services en charge des inspections en moyens logistiques (Equipements de terrain, moyens de déplacement, etc.)		X	X				Etat, INRAPE, DESPP, UCCIA, Associations, ONG et Partenaires	
Promotion de la sécurité sanitaire des aliments et de la protection des consommateurs	Organiser des supervisions formatives intégrées sur la sécurité sanitaire des aliments et la protection des consommateurs	X	X	X	X	X	X	DNSAE et IGS	1 163 500

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 6 : Développement du contrôle de la qualité des aliments (suite)

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Promotion de la sécurité sanitaire des aliments et de la protection des consommateurs (Suite)	Organiser des séances de sensibilisation au niveau communautaire avec la participation des associations et ONG	X	X	X	X	X	X	DNSAE, DLMNT, DSFI , CNCA et IGS	
	Organiser des séances de sensibilisation des importateurs et commerçants sur les normes, la qualité et l'innocuité des aliments	X	X	X	X	X	X	DNSAE, DLMNT, INRAPE, IGS, CNESS, DNI, DNP et Commissariats des îles	
	Contrôler la publication et la diffusion des informations relatives aux produits alimentaires	X	X	X	X	X	X	DNSAE, DLMNT, INRAPE, IGS, CNESS, DNI, DNP et Commissariats des îles	-
Renforcement des capacités techniques du Codex Alimentarius	Réviser les textes régissant le Comité National du Codex Alimentarius (bureau exécutif, comité technique, comité sectoriel)	X						CNCA, INRAPE, DNCAE, IGS, DLMNT et Partenaires,	200 000
	Elaborer des textes de Normalisation sur les produits alimentaires	X	X					CNCA, CNESS, DNI, INRAPE, DNSAE, IGS, DLMNT et Partenaires	872 000
	Former les membres du CNCA sur le fonctionnement et l'organisation Codex Alimentarius	X	X	X	X	X	X	CNCA	2 148 000
Renforcement de la collaboration avec les partenaires au niveau national, régional et international sur le contrôle qualité des aliments	Mettre en place des Comités régionaux du Codex Alimentarius fonctionnels		X					DNSAE, INRAPE, CNCA, Ministère de la Santé, Partenaires, ONG...	448 000
	Organiser des réunions de coordination et d'échange entre les différents intervenants sur le contrôle de la qualité des aliments	X	X	X	X	X	X	DNSAE, DLMNT, INRAPE, IGS, CNESS, DNI, DNP, Commissariats des îles et Partenaires (PTF)	2 303 800
Sous Total _ Contrôle Qualité									24 359 550

Axe stratégique 7: Amélioration des systèmes de collecte, d'analyse, de diffusion des données sur la nutrition

Des systèmes d'information performants sont indispensables pour détecter les évolutions anormales de la situation nutritionnelle et alimentaire et pour renseigner adéquatement la décision en conséquence. Ils permettent d'optimiser la qualité des interventions.

En effet, la mise en place d'un système d'information performant sur la nutrition et le renforcement du système de surveillance nutritionnel au niveau national devront permettre la mise en œuvre d'interventions ciblées. Ce système permet de détenir périodiquement des données fiables et d'apprécier les progrès et les régressions enregistrés. La photographie de la situation réelle des structures qu'elle donne, offre l'opportunité d'apporter les correctifs nécessaires à tout moment.

Un ensemble d'indicateurs relatifs à la situation nutritionnelle seront définis pour apprécier les progrès réalisés et les insuffisances et dysfonctionnement dans la mise en œuvre des programmes.

La surveillance nutritionnelle devra reposer sur un système national de surveillance nutritionnelle avec la collecte des informations au niveau des formations sanitaires et de la communauté.

La collecte, l'analyse et la diffusion des données nutritionnelles de façon continue, permettront de disposer d'éléments objectifs de décision pour l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle. De ce point de vue, il devrait y avoir une intégration de la surveillance de la sécurité alimentaire et de la surveillance nutritionnelle en vue de la planification des interventions alimentaires et nutritionnelles.

À cet effet et surtout que les données nutritionnelles au niveau national datent de 2006 ou 2008, une enquête nutritionnelle d'envergure nationale sera d'une grande nécessité. Elle permettra d'avoir des données fiables et représentatives à l'échelle nationale pour l'évaluation initiale de la situation alimentaire et nutritionnelle. Ce sera un bon fondement solide pour la politique nationale.

Objectifs opérationnels d'ici 2019 :

1. Mettre en place, redynamiser ou consolider le système de surveillance alimentaire et nutritionnelle simple, fiable et adapté aux réalités du pays
2. Rendre disponibles les informations nutritionnelles pour une bonne planification alimentaire et nutritionnelle

Interventions prioritaires:

1. Renforcement et développement de l'analyse et de la diffusion de l'information
2. Suivi - évaluation des activités (supervisions formatives des activités, production de rapports périodiques sur l'état d'avancement des activités)
3. Organisation des enquêtes nutritionnelles sur la mise en place des différentes interventions de lutte contre la malnutrition (enquête nationale dans le cadre de l'évaluation initiale à la mise en place des différentes interventions de lutte contre la malnutrition, enquête nationale sur la prévalence de l'anémie, enquêtes rapides sur l'état nutritionnel dans les zones de grande vulnérabilité)

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 7: Amélioration des systèmes de collecte, d'analyse, de diffusion des données sur la nutrition

Interventions prioritaires	Activités	Périodes						Responsables	Coût en KMF
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Renforcement et développement de l'analyse et de la diffusion de l'information	Appuyer le SNIS à réactualiser les outils de collecte sur la nutrition		X						520 000
	Former les personnels de santé y compris le staff SIS pour la collecte des données auprès des formations sanitaires	X							1 089 765
	Reproduire les outils de collecte des données sur la nutrition	X	X						7 585 765
	Recruter un consultant national pour l'analyse des données	X	X						2 575 765
	Organiser un atelier de validation des données		X	X					2 575 755
	Diffuser et publier les résultats issues de l'analyse des données			X					6 887 453
	Renforcer le service en matériels bureautiques, informatiques et de communication		X						7 678 975

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 7: Amélioration des Systèmes de collecte, d'analyse, de diffusion des données sur la nutrition (suite)

Interventions prioritaires	Activités	Périodes						Responsables	Coût en KMF
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Organisation des enquêtes nutritionnelles sur la mise en place des différentes interventions de lutte contre la malnutrition	Elaborer un plan d'enquêtes nutritionnelles pour les 6 prochaines années		X						1 757 655
	Organiser un atelier de validation du plan d'enquêtes		X						2 475 675
	Elaborer les TDRs des types enquêtes retenues au cours de la validation et planifier leur réalisation			X					-
	Organiser un atelier de mobilisation des ressources pour la réalisation des enquêtes		X						1 757 655
	Organiser les enquêtes sur le terrain			X					3 757 435
	Analyser les données, diffuser et publier les résultats				X				5 675 465
TOTAL									44 337 363

Axe stratégique 8 : Développement des études et de la recherche en matière de nutrition et alimentation

L'amélioration de la qualité du processus d'identification et de mise en œuvre des interventions passe par l'existence de ressources humaines bien formées et expérimentées et la disponibilité de données de référence.

La mise en place de programmes spécifiques en faveur des acteurs communautaires (leaders communautaires, agents de santé, relais communautaires, personnel éducateurs et enseignants, ONG) constitue une garantie pour une durabilité dans la résolution des problèmes de nutrition des populations. Il s'agira de mettre en place

des sessions de formation souples et appropriées qui permettront aux communautés d'identifier des problèmes prioritaires et de proposer des interventions nutritionnelles dont elles auront la responsabilité de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation.

Au niveau central, il faut assurer la mise en place de capacités à partir de la formation initiale et au niveau Universitaire pour qu'existe aux Comores une masse critique de nutritionnistes qui seront impliqués dans l'exécution des programmes de nutrition. Les réformes pédagogiques à entreprendre doivent prendre en compte cette préoccupation.

Pour mettre en place les orientations prioritaires de la présente politique, il serait souhaitable de rassembler toutes actions en nutrition existantes et celles qui doivent mises en place, dans un Programme National de Nutrition (PNN) qui aura son instance de coordination et de suivi des activités, au niveau national. De plus, le PNN devrait être réactualisé afin qu'il devienne le plan d'action du Programme National de Nutrition.

Objectif opérationnel d'ici 2019:

Promouvoir des études et la Recherche en matière de Nutrition et Alimentation

Interventions prioritaires :

1. Amélioration des capacités nationales en matière de recherche sur la nutrition et l'alimentation
2. Réalisation d'études et enquête de référence en matière de nutrition et alimentation

Tableau de mise en œuvre de l'axe stratégique 8 : Développement des études et de la recherche en matière de nutrition et alimentation

Interventions	Activités	Périodes						Responsables	Coûts
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Amélioration des capacités nationales en matière de recherche sur la nutrition et l'alimentation	Elaborer un cadre stratégique pour le développement de la recherche en matière de nutrition et alimentation,		X	X				INRAPE, Direction de la Santé, Université des Comores (UDC)et ONG	7 000 000
	Appuyer l'INRAPE et l'Université des Comores en matériels et équipement pour la recherche de la qualité et l'innocuité des aliments,		X	-				Etat, PTF et ONG	-
	Intégrer des modules de formation pour la recherche en matière de nutrition et alimentation à l'Université		X	-				UDC, DLMNT, DPER, DIS et INRAPE	-
	Former les professionnels impliqués dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation en matière de recherche		X	-	X	X	X	UDC, DLMNT, DPER, DIS et INRAPE	-
Réalisation d'études et de la recherche spécifique en matière de nutrition et alimentation,	Mener des études et des enquêtes nationales sur les habitudes alimentaires et les apports nutritionnels des populations y compris les plus vulnérables		X	X			X	UDC, DNSAE, DLMNT, DPER, DIS et INRAPE	21 900 000
	Réaliser de la recherche opérationnelle sur la nutrition et l'alimentation		X	X			X	UDC, DNSAE, DLMNT, DPER et INRAPE	23 810 000
	Répertorier l'ensemble des produits locaux et estimer leur composition nutritionnelle		X	X				DNSAE et ONG	10 950 000
Sous Total _ Information et Recherche									63 660 000

Axe stratégique 9: Renforcement du partenariat avec les collectivités locales, les ONG, les associations, les agences d'exécution, le secteur privé dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition

La société civile a un rôle important à jouer dans le développement de la nutrition. Elle doit servir de relais pour le changement des comportements et l'adoption de style de vie en faveur d'une bonne nutrition. Elle doit en conséquence être encadrée, renforcée, organisée pour mener à bien sa nouvelle mission.

Des formes de partenariat diverses seront développées pour créer une dynamique, favoriser des interrelations et des interactions entre les différents partenaires. En outre, cette approche facilitera une rationalisation des moyens et des ressources des sous programmes de nutrition. Il s'agit de tenir compte des nouvelles dynamiques autos organisationnelles, et préconiser, dans un souci d'efficacité, la politique du faire-faire. Elle signe des protocoles ou des conventions avec des ONG ou d'autres acteurs, dans le cadre de la réalisation de certaines interventions. Une plus grande implication des collectivités locales devrait favoriser l'émergence des initiatives locales limitées jusqu'ici par un manque d'informations, l'absence de moyens (équipements matériel et logistique) et de motivation des acteurs.

Objectif opérationnel d'ici 2019 :

Renforcer le partenariat avec les acteurs concernés dans la mise en œuvre de programmes de lutte contre la malnutrition

Interventions prioritaires :

Développement d'un partenariat constructif avec les collectivités locales, les ONG, les associations et le secteur privé), etc., suivant l'approche du Faire-Faire (contractualisation) en vue d'appuyer la création e/ou la redynamisation de ligues fortes et organisées des consommateurs.

Tableau de mis en œuvre de l'axe stratégique 9 : renforcement du partenariat avec les collectivités locales, les ONG, les associations, les agences d'exécution, le secteur privé dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition

Interventions prioritaires	Activités	Périodes						Responsable	Coût en KMF
		2014	2015	2016	2017	2018	2019		
Développement d'un partenariat constructif avec les collectivités, les ONG, etc.....	Contractualiser avec les ONGs locales pour la sensibilisation de 55 écoles par an et la surveillance de la malnutrition au niveau communautaire pour les trois îles sous le contrôle de la DSF et DRS	X	X	X	X	X	X	MSCSSPG/CS /Partenaires/ONGs	30 000 000
	Mettre en place un réseau d'échange entre l'Etat, les acteurs de la société civile et les agences d'exécution	X	X	X	X	X	X		9 461 376
TOTAL									39 461 376

Cadre de suivi-évaluation (suivi des indicateurs)

Un plan de suivi évaluation est défini pour pouvoir mesurer l'état d'avancement des activités, les progrès enregistrés à travers les objectifs opérationnels assignés à chaque axe stratégique. Il s'articule à travers des tableaux définis ci-dessous qui comprennent les différents objectifs et indicateurs qui seront utilisés pour faire le suivi du niveau de réalisation des activités planifiées par axe stratégique et par intervention prioritaire.

Axe stratégique 1 : Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages

Objectifs	Indicateurs	Données de référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Augmenter de 6% à 10% la productivité et la production agricole en milieu rural et périurbain, d'ici 2019	Taux de productivité agricole en %	2012	6%	10%	Rapport annuelle BCC et DNSAE	Annuelle
Améliorer l'accessibilité des produits alimentaires de première nécessité au niveau des ménages	Indice de prix	2013	?		Bulletin d'informations sur l'Ince de prix de l'INS	Mensuelle

Axe stratégique 2: Développement de la prise en charge de la malnutrition

Objectifs	Indicateurs	Données de Référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Dépister au moins 80% des enfants de 0- 5ans de la malnutrition	Nombre d'enfants de 0-5 ans dépistés	2013		au moins 80% d'enfants de 0-5 ans dépistés	Données de routine/SIS	Annuelle
Traiter au moins 70% des enfants de 0- 5ans dépistés malnutris	Nombre d'enfants de 0-5ans malnutris traités	2013		au moins 70%	Données de routine/SIS/DS F/DRS	Annuelle
Elaborer un guide de protocole de prise en charge de la malnutrition	Le guide de protocoles de la prise en charge de la malnutrition élaboré	2014	0	1	Guide de protocole	Annuelle
Former au moins un prestataire par structure sanitaire et deux ASC par village	Nombre de prestataire et des ASC formés	2013		80 prestataires formés Au moins 500 ASC formés	Rapport d'activité /DSF	Annuelle

Axe stratégique 3 : Développement de la nutrition en milieu préscolaire et scolaire

Objectifs	Indicateurs	Données de Référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Mettre en place un cadre institutionnel réglementaire sur la qualité de l'alimentation et nutrition en milieu scolaire	Un arrêté ministériel sur le contrôle de qualité de l'alimentation et nutrition dans les écoles et aux environs signé	2013	0	1 arrêté signé	SG/MSSCSPG	Annuelle
	Nombre de CE et CA informé et sensibilisé en faveur de la promotion de la qualité de l'alimentation et la nutrition dans les écoles	2013	0	Au moins 309 CE et 309 CA informés et sensibilisés	SG MEN	Annuelle
Intégrer des modules de formation sur l'alimentation et la nutrition dans le cursus de professeurs d'écoles à l'IFERE	Nombre des modules intégrés dans le cursus et dispensés aux étudiants (IFERE)	2013	0	2 modules	MEN	Annuelle
	Nombre d'enquête réalisé sur l'état nutritionnel et alimentaire des élèves	2013	0	1 enquête	rapport d'enquête/DSF	2015
Mettre en place des cantines scolaires dans au moins dix établissements	Nombre d'étude de faisabilité sur la mise en place de cantine scolaire	2013	0	1 étude de faisabilité	Rapport de l'étude /DSF	2015
	Nombre de cantines scolaires fonctionnelles	2013	0	Au moins 10 cantines scolaires	MEN	Annuelle

Axe stratégique 4 : Préparation à l'urgence et réponses nutritionnelles aux situations d'urgence

Objectifs	Indicateurs	Données de référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Atténuer les effets des crises alimentaires et des situations d'urgence						
Renforcer les capacités en matière d'évaluation rapide de la situation nutritionnelle suite aux catastrophes et situations d'urgence						

Axe stratégique 5: Information, Education, Communication, Changement de Comportement et Mobilisation sociale

Objectifs	Indicateurs	Données de référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Mettre en place une stratégie de communication en nutrition et alimentation	Une stratégie de communication en nutrition et alimentation disponible	2013	0	1 stratégie validée	DSF	2015
Impliquer les média de masse sur la promotion d'une nutrition et alimentation saine	Nombre émissions/Spot produits par an au niveau des radio/Télé communautaires	2013	0	au moins 300 émissions/spot diffusés	Rapport d'activité /DPS	Annuelle
	Nombre de médias contractualisés	2013	0	Au moins 50 médias	Document de contrat /DPS	Annuelle
Renforcer les capacités des acteurs communautaires sur les techniques de communication en matière de nutrition et alimentation saine	Nombre d'agents de santé communautaires formés	2013	0	Au moins 500 agents formés	Rapport d'activité /DSF	2015-2016
	Nombre d'associations villageoises formées	2013	0	Au moins 100 associations villageoises formés	Rapport d'activité /DSF	Annuelle

Produire et vulgariser les supports de communication en matière de nutrition et alimentation saine	Types de supports de communication produits (dépliants, affiches, boîte à imagesetc.)	2013	0	Au moins 3 types	Rapport d'activité /DSF	Annuelle
--	--	------	---	------------------	-------------------------	----------

Axe stratégique 6 : Développement du contrôle de la qualité des aliments

Objectifs	Indicateurs	Données de Référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Assurer de façon permanente l'innocuité des aliments consommés aux Comores.	Taux d'intoxication alimentaire	2012	EDS-MICS		Rapports d'enquêtes	Annuelle
Améliorer les contrôles et la vérification des produits alimentaires importés	Fréquence des contrôles et vérifications dans les frontières	2012	INRAPE		Rapport annuel de l'INRAPE	Annuelle

Axe stratégique 7: Amélioration des systèmes de collecte, d'analyse, de diffusion des données sur la nutrition

Objectifs	Indicateurs	Données de Référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Mettre en place, redynamiser ou consolider le système de surveillance alimentaire et nutritionnelle simple, fiable et adapté aux réalités du pays						
Rendre disponibles les informations nutritionnelles pour une bonne planification alimentaire et nutritionnelle						

Axe stratégique 8 : Développement des études et de la recherche en matière de nutrition et alimentation

Objectifs	Indicateurs	Données de Référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Promouvoir des études et la Recherche en matière de Nutrition et Alimentation	Nombre des études et recherches publiées	2012	1	5	Rapport d'enquêtes, Rapport des études et recherche	Annuelle

Axe stratégique 9 : renforcement du partenariat avec les collectivités locales, les ONG, les associations, les agences d'exécution, le secteur privé dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition

Objectifs	Indicateurs	Données de Référence		Année Cible 2019	Sources des Données	Périodicité
		Année	Base			
Renforcer le partenariat avec les acteurs concernés dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition						

Conclusion et Recommandations